

CONFERENCE DE PRESSE : LE PRESIDENT NTIBANTUNGANYA MET LES POINTS SUR LES I.

I. L'ARMEE, LE POUVOIR ET LE PRESIDENT

1. Depuis la mort du Président Ntaryamira, j'ai eu de bonnes relations avec l'armée mais aujourd'hui...

"(...) La confiance, ça se mérite. C'est une chose qu'on apprécie au complet au jour le jour. Je vous dirai qu'au cours des premiers jours, après la mort du Président

NTARYAMIRA lors de l'attentat de KIGALI que vous connaissez tous, j'ai eu une bonne collaboration avec les forces de l'ordre. Je dis "bonne" de manière relative, quand on connaît combien les relations entre le pouvoir politique et l'armée ont été quelque peu entachées de méfiance réciproque. Je dis également relativement quand on sait aussi combien de méfiance existe entre cette armée et une partie de la population. Et cela s'est développé même au cours des jours qui ont suivi.

Au cours de cette crise, je pense qu'il faut se dire les choses telles qu'elles sont, il y a eu des moments où nous avons eu des interrogations, notamment en ce qui concerne une répression visible, constatable de ceux qui profitaient de l'appel à l'arrêt de travail pour lancer dans le pays et surtout

dans la Capitale de Bujumbura des actions terroristes. On peut se demander si ces actions ont été réellement perçues par les forces de l'ordre comme des actions répréhensibles qu'il fallait donc réprimer. On peut avoir des arguments pour expliquer, mais autant au niveau des institutions politiques, il y a eu des interrogations et il y en a également au niveau de la population, et là sous les diverses formes de la population burundaise

"La confiance, je vous ai dit, est relative. Je vous ai dit que le pays du Burundi aujourd'hui est un pays des inquiétudes et des méfiances. Je pense que nous avons beaucoup plus à défricher qu'à récolter au Burundi".

2. Le Président NTIBANTUNGANYA a-t-il décidé de la création des F.D.D. (...)voici sa réponse :

" Moi je suis un homme de la transparence, je demande à ces gens qu'au lieu d'aller se cacher à BUKAVU ou ailleurs et à fomenter ce qu'ils font, ils viennent ici, qu'on se confronte, qu'on parle réellement. Vous savez, écrire c'est facile. Signer des choses, c'est facile. En produire des docu-

ments authentiques, c'est difficile. Oser aussi se mettre face aux autres, c'est difficile. Monsieur SENDE GAYA qui l'a écrit, comment est-ce qu'il est parti du Burundi ? Il a dit qu'il était menacé. Qui le menaçait ? Maintenant, je voudrais qu'il vienne ici. Je me pose d'ailleurs la question : est-ce que SENDEGAYA parle au nom de qui ? Qui l'a mandaté pour parler comme cela ? Si non, en ce qui me concerne, je pense que si je me trouvais dans ce courant, j'aurais suivi son évolution et franchir la frontière avec tout ce monde qui est parti. Mais moi, je reste ici". Et, sans équivoque, le Président

affirme qu'il n'approuve pas le recours aux armes pour régler des problèmes.

" Moi, je n'ai pas une philosophie de guerre, sinon je l'aurai déjà menée". Ce qui n'empêche pas qu'il se considère menacé... comme d'autres Burundi :

"Qui n'est pas menacé au Burundi aujourd'hui ? Quand on voit les facteurs et les acteurs de la violence qui existent sur le terrain. Qui ? Il y en a qui pensent effectivement que si le Président de la Répu-

blique actuel pouvait disparaître, ça pourrait leur laisser une voie assez courte pour atteindre les objectifs qu'ils veulent. Menacé donc, tout le monde l'est".

Et en l'occurrence le Président de la République.

Vous savez, la politique est un combat, surtout dans une société en mutation comme la nôtre ; surtout dans une société où les gens ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la façon dont il faudrait gérer ces mutations, indispensables, j'insiste".

3. Un discours qui accuse. Les politiques sont ils responsables de la situation actuelle et l'armée est-elle le seul corps qui tient encore au Burundi ? Sylvestre NTIBANTUNGANYA nuance ce discours :

"Il y a un proverbe Kirundi qui dit qu'aucune jeune fille ne se considère jamais comme laide. Jamais. Et dans des situations comme celles que nous vivons, ici au Burundi, vous aurez remarqué que chacun essaye de jeter le tort sur l'autre. Qui fait la politique ici au Burundi ? Ce sont les partis politiques, mais également, il faut le dire, la politique se fait

dans d'autres secteurs, en dehors des partis politiques. Et je ne crois pas que tout le monde, autant à l'armée qu'à la justice, se soit déjà métamorphosé autant que tout le monde le

souhaiterait dans la logique d'une vie démocratique intense, -

ça veut dire sans heurts, ça veut dire aussi sans ingérence. Nous prendrons du temps pour une véritable dépolitisation de l'armée, pour une véritable dépolitisation de la justice. Et il faut le dire : si l'armée, si la police, si la justice peuvent se référer aux textes qu'il y a pour dire que ce sont des corps neutres politiquement, ils ne manquent pas de relations, peut-être menées sous-table, avec certains courants politiques que nous connaissons. Donc, je crois que les politiques effectivement avons le devoir de chercher à tous prix comment résoudre les problèmes auxquels le pays est confronté.

Mais si ces autres forces ne suivent pas, comment est-ce qu'on y parviendra. Prenons l'exemple de l'impunité : si nous avons une justice lézarde, dormante, comment pourrions-nous régler le problème de l'impunité ?

Prenons l'exemple de la sécurité : le gouver-

Suite en page 14

CONFERENCE DE PRESSE : LE PRESIDENT NTIBANTUNGANYA MET LES POINTS SUR LES I.

Suite de la page 13

nement peut décréter de bons principes, le gouvernement peut même donner des ordres, des orientations. Si jamais ce n'est pas suivi par ces corps techniques, dites-moi comment ça va changer ?

Je pense ici que c'est un problème qu'il faut analyser globalement et non essayer de se jeter le tort les uns sur les autres.

Enfin les discours sont parallèles parce que les politiques disent que l'armée balaye devant sa porte et l'armée dit que les politiques balayent devant leurs portes. Alors comment les choses pourront-elles s'arranger ? La réponse du Président de la République.

"(...) Tout le monde à l'armée comme à la police, comme dans le monde politique, n'est pas nécessairement mauvais. Non ? Moi, j'ai toujours dit qu'au Burundi et comme d'ailleurs sous d'autres cieux, les problèmes qui se posent sont des problèmes dont les auteurs et les acteurs ne se chiffrent pas à des centaines, mais à quelques dizaines. Je pense que c'est cela qu'il faudrait considérer. Et dans tout cela, comme je vous le dis, c'est que chacun accepte qu'il y a des réformes qui doivent s'effectuer autant au niveau mental qu'au niveau des

structures. Je pense que dans la classe politique burundaise, comme d'ailleurs dans l'armée, dans la police, dans la justice, il y en a qui pensent comme si on était encore dans les années 70, or je pense que tout le monde se rend compte que nous sommes à la veille du 21ème siècle. Il y en a qui pensent comme si le Burundi était encore une monarchie. Il y en a qui pensent comme si le Burundi était sous la dictature d'un régime militaire, sectaire qu'on connaît. Nous évoluons et nous devons nous adapter non seulement au temps du Burundi mais aussi au temps du monde entier.

II. LENTEUR DANS LA SOLUTION DES CRISES ? NTIBANTUNGANYA SE REFUSE A DES ACTIONS EXPEDITIVES ?

1. Le Président est accusé de lenteur dans la gestion de l'affaire MINANI et celle de KANYENKIKO. Qu'en dit-il. Lisez.

"Si j'avais agi le lendemain certainement qu'il y en aurait qui se seraient demandé pourquoi le Président de la République se précipite. Et ce n'est pas dans ma nature effectivement.

Vous savez les problèmes du Burundi sont complexes, très

complexes de manière qu'il faut oser prendre son temps. J'accepte même d'encaisser des critiques. Je pense qu'en politique quand on s'y engage, les critiques on les aura toujours. Le problème MINANI comme nous le voyons aujourd'hui et nous l'avons dit dès le début était un prétexte, parce que ce dont on accusait cet homme n'a jamais été vérifié quelque part, ni par ceux qui l'en accusent, ni par les points de vue exprimés de manière, je pourrais dire, plus neutre. Nous avons perçu donc dans ce qu'on a appelé, la crise MINANI et ce dès le début, une façon de déstabilisation. Je crois qu'aujourd'hui tout le monde se rend compte que nous avons raison. Nous n'avons pas non plus voulu que la précipitation dans la résolution de cette crise précipite aux enfers les partis politiques au Burundi, parce que résoudre avec légèreté et précipitation le cas de la crise MINANI aurait eu des répercussions fortement négatives, au sein du FRODEBU et au sein de l'UPRONA. Il y avait moyen de la résoudre très rapidement mais ces partis seraient aujourd'hui tous dans une crise profonde. Malheureusement je ne sais pas si ces crises, on va les éviter tel qu'on le voudrait. Dans tous les cas, j'imagine et je pense ; je vois même que ces crises-là ne vont

pas laisser les partis politiques, notamment les deux principaux, aussi forts qu'on le voudrait. Malheureusement pour la stabilité dans le pays".

2. Le Président a-t-il été silencieux sur la crise KANYENKIKO ? Pas du tout rétorque le Président.

"Qu'est-ce que vous attendiez que je dise ? J'ai lu la Convention de Gouvernement et j'ai demandé à la classe politique de suivre la Convention de Gouvernement. Cela veut dire quoi ? Si vous avez lu cette Convention, vous constaterez dans son article 30 alinéa 4 qu'un parti politique présent au Gouvernement a le droit de quitter ce gouvernement; c'est-à-dire, d'en retirer un Ministre. Mais à une condition : que ce parti ait des griefs graves à reprocher à ce Ministre. Et dans la Constitution burundaise, le Premier Ministre fait partie du Gouvernement. Et cela, est même mentionné dans la Convention. Ceux qui ont voulu retirer le Premier Ministre de son poste devaient suivre cette procédure. Ils ne l'ont pas suivi, ils ont vite écrit au Président de la République. Certainement que vous attendiez, je comprends, parce que nous sommes dans une civilisation orale, que le Président de la Répu-

blique fasse des discours. Mais, soit dit entre parenthèses, n'oubliez pas ce que le Président de l'Assemblée Nationale a conseillé au Président de la République, qu'il faut qu'il parle peu mais agisse. Alors, le parti UPRONA nous avait saisi, nous, en nous disant qu'il avait l'intention, d'ailleurs ce n'était pas l'intention, qu'il avait décidé de ne pas garder le Premier Ministre KANYENKIKO à son poste.

De même, 11 partis politiques dont les 12 signataires de la Convention de Gouvernement à l'exception de l'UPRONA nous avaient également écrit pour nous dire qu'ils avaient de forts griefs à l'endroit de l'exécutif en ce qui concerne l'application de la Convention de Gouvernement. Or, dès que cela existe, il y a un cadre qui est choisi pour en prendre conscience, pour en prendre connaissance, interpréter mais également décider en ce qui concerne l'application. C'est le Cadre de Conciliation que j'ai rapidement saisi, les documents sont là, à qui j'ai exposé tous ces problèmes.

Le cadre de conciliation en concluant a demandé au parti UPRONA de s'en

Suite en page 15

DOCUMENT: Mr NTIBANTUNGANYA MET LES POINTS SUR LES I

Suite de la page 14

référer à lui, et de lui produire justement ces griefs graves qui étaient reprochés au Premier Ministre.

L'UPRONA n'a pas daigné le faire, violation de la Convention de gouvernement à ce niveau. Mais comme gestionnaire de l'Etat, nous avons cherché d'autres moyens pour surmonter la crise. Vous dites que vous m'avez entendu très rarement mais n'oubliez pas que le 7 février, j'ai dirigé ici une rencontre où se trouvaient les membres du cadre de conciliation, et les 12

partis signataires de la Convention de gouvernement. Nous avons également réfléchi sur la question ensemble et les conclusions auxquelles nous sommes aboutis : demandé à

l'UPRONA et aux autres partis politiques de l'opposition de signifier au Président de la République, si Oui ou non ils ont

toujours confiance dans le Premier Ministre KANYENKIKO. Le lendemain le 8 février, ils m'ont écrit pour dire qu'ils

n'avaient plus cette confiance en KANYENKIKO ; mais il y avait un

vice de procédure, que même les partis politiques réunis ici avaient demandé au Président de la République de vérifier chaque fois, c'était à propos des signatures au nom des représentants légaux des partis politiques. Nous l'avons

également vérifié. Nous avons dès lors que nous avons terminé, écouté d'autres partenaires pour désigner ou retirer un Ministre, en l'occurrence les Forces de Changement Démocratique (F.C.D.) et la société civile. Et au moment où tout cela était pratiquement terminé, bouclé nous avons entendu par voie de presse, des désistements de certains partis politiques de l'opposition qui prétendaient soutenir le Premier Ministre KANYENKIKO.

Et dès lors, cela a correspondu avec le constat par l'intéressé, qu'il n'avait plus la confiance de la part de sa famille politique. Et, il nous a adressé une lettre au moment où nous-mêmes nous nous préparions à demander à l'opposition, qu'ayant constaté que le Premier Ministre ne remplissait plus de consensus, il fallait nous faire une proposition d'un nouveau Premier Ministre. Cela fait combien de jour que nous l'avons demandé ? Je pense que la balle est plutôt dans le camp de l'opposition. C'est à elle qu'il faut demander si elle sait gérer réellement ses revendications au profit de ce peuple que beaucoup d'entre nous, les politiciens, prétendons représenter".

III. QUELLE SOLUTION AUX PROBLEMES BURUNDAIS ?

1. Débat national ou Conférence Nationale? Ntibantunganya est clair : l'ère des Conférences nationales est révolue.

"Je commencerai par cette histoire de Conférence Nationale.

Quand j'étais à l'opposition et cela en 1989 déjà, nous avons demandé la Conférence Nationale, l'on nous l'a refusé. Et parmi ceux qui nous la refusaient il y en a qui militent

aujourd'hui au sein de ce parti, il faut le désigner c'est le

PARENA, qui demande qu'on organise une Conférence Nationale Souveraine, il faut ajouter, sur la problématique

burundaise. Je vous dirais aussi que les conférences nationales en Afrique ont fait leur temps. Il y a

nulle part aujourd'hui en Afrique où vous constaterez que ce sont les conférences nationales qui résolvent les problèmes. On

emprunte d'autres méthodes. Et la démocratie ne se galvaude pas, il y a des principes universels : c'est le

suffrage universel, c'est la tolérance mutuelle, c'est le respect des droits des uns et des autres, et c'est l'alternance politique. Si cela n'est pas

rempli, n'appellez pas ça de la démocratie, ça sera autre chose.

Qu'on parvienne à ces principes par voie consensuelle comme nous sommes en train de la chercher, je crois plutôt que la voie consensuelle consiste à balayer d'abord, à enlever les épines sur la voie conduisant à la démocratie. C'est pourquoi j'ai toujours dit et je le répète que peut-être nous

avons mal géré, nous les hommes politiques burundais, la transition vers la démocratie. Il y a des questions qu'on aurait dû poser clairement sans faux-fuyant, avant qu'on ne s'engage dans le processus électoral. Alors vous dites qu'il faudrait envisager

d'autres voies, quelles sont les autres voies ?

Cette Convention qui aujourd'hui est malmenée par certains

politiciens qui sont avides de la dictature d'un groupe, il faut le dire, qui voudraient que la minorité impose sa loi à la majorité, la majorité des hommes paisibles qui ne demandent qu'à vivre en paix, vous croyez qu'ils représentent quoi ? Le PARENA qui défend cette idée de conférence nationale, il représente quoi ? Des

extrémistes de l'UPRONA ou du FRODEBU qui combattent la Convention de Gouvernement, ils représentent quoi ? Que demandent les Burundais aujourd'hui ? Que demandent-ils ? Ils demandent qu'on respecte la parole donnée. Ils demandent qu'on les respecte dans

leurs droits et dans leurs devoirs. Et c'est ainsi que les signataires de la Convention de Gouvernement ont bien dit, ont bien demandé qu'il faut que soit organisé dans ce pays, un débat national beaucoup plus ouvert que le fameux débat sur la question de l'Unité Nationale, qui pose clairement les problèmes, ceux-là mêmes qui, quand on les approche on semble brûler. Et ces questions, tout le monde les connaît.

Aujourd'hui ils sont bien indiqués : c'est le problème des forces de défense et de sécurité dans ce pays, autant dans leur conception que dans leurs structures, que dans leurs missions. C'est le problème justement de protection des minorités, on l'a dit, minorités politiques, minorités ethniques. C'est le problème de l'indépendance et de la justesse de la magistrature. Ce sont les problèmes de l'éducation, des fois on les oublie, alors que justement C'est principalement le grand goulot d'étranglement dans tout ce qui se fait ici au Burundi.

Et comment cela se fera ? En une Conférence Souveraine où quelques initiés qui n'ont pas pu gérer convenablement le pays il y a de cela une dizaine d'années, ont comme par baguette magique aujourd'hui

Suite en page 16

DOCUMENT: MR NTIBANTUNGANYA MET LES POINTS SUR LES I

Suite de la page 15

d'autres saints esprits pour les éclairer ? Je ne sais pas, et je ne crois pas. Cette Conférence nationale pour-quoi ils ne l'ont pas faite quand ils étaient au pouvoir ? N'oubliez pas qu'en 1986 l'on commençait déjà à en parler, et le Colonel BAGAZA était encore au pouvoir. Qu'est-ce qu'il a fait ?

2. Y'aura-t-il d'autres crises ? Comme beaucoup de citoyen, le Président souhaite que celle qu'on vient de passer soit la dernière, Mais...

" Mon voeu c'est que les crises burundaises s'arrêtent ici. Et c'est tout ce que j'ai essayé de faire depuis longtemps. Je voudrais que tous les burundais qui le veulent et qui le cherchent, et je vous dis qu'il y en a beaucoup, essayent de travailler pour marginaliser ces créateurs de crises, pour marginaliser ceux qui pensent que c'est par la voie de la violence qu'ils vont parvenir à faire prévaloir leur volonté politique. La voie de la violence, on sait où ça va conduire. Permettez-moi de vous l'expliquer ici. On me reproche aussi d'être pédagogue, c'est peut-être aussi un défaut, mais si le Burundi continue à s'enfoncer dans les crises, nous allons droit vers un génocide ici au Burundi, qui n'aura aucune dimension avec le génocide qu'on a connu au Rwanda. Qui sera pire.

Et le politicien Burundais qui prendra la responsabilité d'un tel danger doit savoir qu'il devra en répondre. Il doit savoir même aujourd'hui qu'il doit en répondre parce qu'on commence à voir clair. Quand les gens refusent une convention de gouvernement qu'ils ont eux-mêmes demandée, pour laquelle ils se sont battus pendant des mois, et qu'ils soient les premiers à en violer les dispositions, on peut se demander pour qui et pourquoi ils travaillent.

Cette Convention de Gouvernement n'est pas mauvaise, du tout alors. Elle contient des dispositions qui équilibrent

convenablement le pouvoir burundais. Mais il faut que cette

Convention ait des personnalités politiques qui l'appliquent réellement. Mais qu'est-ce qu'on voit aujourd'hui ? On voit

qu'il y en a qui profitent justement de ces situations difficiles

pour les compliquer, et cela à travers l'intimidation et le

terrorisme. L'arrêt de travail qu'on vient de voir ici, vous

croyez que vraiment les habitants de Bujumbura sont tous

d'accord avec ça ? Je vous dis non.

Vous croyez que les gens

de Kamenge, de Kinama, de Cibitoke, de Bwiza, de Buyenzi,

de Rohero. tous ces quartiers de la capitale, vous croyez que

tout le monde est

d'accord. Non ! Je suis sûr et certain que s'il n'y avait pas eu d'intimidation, de ces grenades qui explosent pour intimider, de ces tirs de feu que vous avez entendus au cours ces derniers jours, Bujumbura n'aurait pas été une ville-

morte. Nous sommes plutôt dans une ville-otage. Vous savez

ce

que c'est la ville-morte. Otage des extrémistes de tout bord, et ces derniers jours ce sont les extrémistes justement partisans d'autres modèles de gouvernement qui ont agi".

3. Les Partis Politiques jouent-ils honnêtement ?

Ne prennent-ils pas en otage les décideurs ?

"Alors, les partis politiques au Burundi : il n'y a rien de plus

mauvais pour un homme politique, pour un dirigeant d'un

parti politique, que de prétendre résoudre les problèmes du

jour au jour en se référant à sa base. C'est mal comprendre

ce que c'est la démocratie. Même

au sein des partis politiques, on

sait que quand les bases interviennent c'est notamment

quand il y a des élections. Sinon les bases font confiance juste-

ment aux états-majors. Nous vous désignons pour gérer notre parti

d'un congrès à un autre. Et là encore on sait que dans un congrès, ce n'est pas l'ensemble de milliers de

militants qui vont se présenter.

L'AÔBE de la Démocratie

Imaginez-vous si le FRODEBU, par exemple, qui se targue d'avoir des millions de militants, prétendait organiser un congrès où tous ces millions seraient là, où est ce qu'il les mettrait ? Il faut donc croire quand on accepte d'être dirigé par quelqu'un, il est là

pour vous représenter. Et je crois justement qu'ici au Burundi, ce qui a beaucoup empêché que les questions se résolvent rapidement, c'est cette lourdeur bureaucratique ou cette lourdeur partisane de la gestion de

partis. suite dans le prochain n°

NORD DU PAYS ***

suite de la page 12

Le lendemain, le secteur Nyakibingo-Buganuka a fait objet d'une attaque criminelle caractérisée par des tueries à l'arme blanche dont les victimes sont des hutu de la place. D'après certaines informations cette réaction viendrait des déplacés de Mubanga. Les populations de Nyakibingo et de Buganuka quant à elles affirment que des militaires seraient plutôt responsables de ces forfaits.

Au niveau de l'administration provinciale l'on affirme que la zone Mubanga et une partie de celle de Ruhororo frontalière de la commune Gihogazi (de la province de Karuzi) regorgent de bandes armées composées à la fois de personnes étrangères et d'autres originaires de ces endroits.

Le drame dans tout cela c'est que ce sont les populations civiles innocentes qui font les frais de ces "pseudo-batailles" entre les forces de l'ordre et les "bandes armées". C'est ainsi que sur

la colline Nyakibingo, où beaucoup de personnes avaient trouvé refuge, le Gouverneur y a découvert des traînées de sang, une fosse commune où beaucoup de cadavres étaient enterrés et une dizaine de personnes jetées à côté dans une latrine. Un enfant de 4 ans a pu être sauvé mais il était gravement blessé sur la tête et jeté dans cette latrine !

Tout cela a fait que la zone Ruhororo a été désertée par la population pour se réfugier dans des communes voisines comme Tangara (non moins touchée en matière de sécurité), Gashikanwa, Ngozi et des communes frontalières de Karuzi. Et comme d'habitude, dans des situations pareilles, ce sont les pillages qui suivent. Une situation que complique encore la forte présence de réfugiés rwandais qui continuent à arriver dans la province de Ngozi. Au moins 512 d'entre eux ont été installés au camp de Magara le samedi 24 février. "

KANKINDI Rose